



Note d'orientation #1

Novembre 2024

Relever les défis persistants de l'intégration des jeunes migrants et réfugiés

À qui s'adresse-t-il ?

- **Décideurs politiques et décideurs européens (aux niveaux européen, national et régional)** impliqués dans l'élaboration des politiques liées à l'intégration des jeunes migrants et réfugiés dans les pays européens

Messages clés

Cette note d'orientation identifie plusieurs défis persistants dans l'intégration des jeunes migrants et réfugiés, malgré les politiques existantes et les initiatives ciblées :

- **Lacunes en matière d'éducation** : Les barrières linguistiques et l'insuffisance du soutien entravent l'accès à une éducation de qualité pour les jeunes migrants. À cela s'ajoutent les problèmes de reconnaissance liés aux diplômes, études et qualifications antérieurs
- **Accès aux soins de santé** : Des processus administratifs complexes limitent l'accès équitable aux soins de santé pour les jeunes migrants et leurs familles. Les barrières culturelles peuvent être un obstacle à des soins appropriés.
- **Obstacles sur le marché du travail** : Les jeunes migrants rencontrent des obstacles tels que des processus complexes de permis de travail et la discrimination à l'embauche.
- **Droits juridiques et obstacles sociaux** : Les lacunes dans l'application de la loi et les défis sociaux, tels que la xénophobie ou la discrimination fondée sur le sexe, entravent la capacité des jeunes migrants et réfugiés à exercer leurs droits.

Options stratégiques

- **Renforcer l'inclusion éducative** : Améliorer la reconnaissance des qualifications professionnelles étrangères, élargir le soutien linguistique ciblé et élaborer des politiques d'éducation inclusives pour les jeunes migrants et réfugiés.
- **Garantir l'accès aux soins de santé** : Simplifier les processus administratifs de soins de santé, fournir une formation sur les compétences culturelles aux prestataires et mener des actions de sensibilisation ciblées auprès des communautés migrantes.
- **Promouvoir l'intégration sur le marché du travail** : Rationaliser les procédures de permis de travail, offrir une formation professionnelle spécialisée et lutter contre les pratiques de recrutement discriminatoires.
- **Protéger les droits juridiques** : Renforcer l'application des lois anti-discrimination, développer des stratégies de communication positives et promouvoir le dialogue interculturel pour lutter contre les discours xénophobes.
- **Renforcer la coordination** : Favoriser la collaboration entre les autorités, faire participer les organisations de jeunesse à l'élaboration des politiques et assurer un suivi et une évaluation continus des initiatives d'intégration.



Co-funded by
the European Union

OBREAL



Résumé

Cette note d'orientation examine les défis auxquels sont confrontés les jeunes migrants et réfugiés en Europe, en mettant en évidence les écarts persistants et la discrimination dans quatre domaines clés : l'éducation, les soins de santé, l'accès au marché du travail et l'inclusion sociale. Malgré les politiques existantes, des obstacles tels que des difficultés linguistiques, des programmes de soutien inadéquats et des obstacles bureaucratiques entravent leur intégration. Le document souligne la nécessité d'une meilleure reconnaissance des qualifications étrangères, d'un soutien linguistique élargi et d'une compétence culturelle accrue dans les soins de santé. Il appelle également à des procédures simplifiées d'obtention de permis de travail et à une formation professionnelle ciblée pour faciliter l'accès au marché du travail. En outre, il souligne l'importance de protéger les droits juridiques et de promouvoir des discours positifs sur les communautés de migrants. Les recommandations comprennent le renforcement du soutien éducatif, la garantie d'un accès équitable aux soins de santé, la promotion de l'intégration sur le marché du travail, le renforcement des protections juridiques et l'amélioration de la coordination entre les autorités. En s'attaquant à ces problèmes, les décideurs politiques peuvent créer des environnements plus inclusifs qui permettent aux jeunes migrants et réfugiés de s'épanouir et de contribuer de manière significative à leurs sociétés.

Introduction

Cette note d'orientation est une contribution spécifique du projet MyCOMM, un projet Erasmus+ financé par l'UE qui réunit des organisations de jeunesse et des acteurs de la société civile dans cinq pays de l'UE (Irlande, Espagne, Chypre, Roumanie, France), ainsi que des organisations faitières de l'UE pour le plaidoyer des jeunes et des migrants. Contribution directe au renforcement des capacités des organisations de jeunesse dans l'UE, cette note d'orientation vise à mettre en évidence les défis communs, tels qu'observés par les partenaires, et à proposer des recommandations ciblées pour favoriser l'intégration réussie des jeunes migrants à travers l'Europe dans divers contextes

**Cette note d'orientation s'appuie spécifiquement sur les idées et les contributions des partenaires du projet, sur la base de leur travail et de leur expérience.
Il intègre également les retours d'expérience des événements du projet avec d'autres organisations de jeunesse européennes.**

Les partenaires du projet et leur champ d'action auprès des jeunes :

- The Rural Hub (Irlande) : Ils sont spécialisés dans la création de matériels éducatifs innovants et de ressources numériques pour les groupes marginalisés tels que les communautés rurales, les NEET, les personnes âgées, les migrants et les entrepreneurs du secteur créatif. Ils se concentrent sur les outils d'apprentissage en ligne pour répondre aux besoins de formation, aux lacunes en matière de compétences et aux approches alternatives de l'éducation, en travaillant avec des partenaires européens pour développer



des ressources interactives en ligne telles que des conférences vidéo, des salles d'évasion et des défis WebQuest.

- Groupe pour l'intégration européenne GIE (Roumanie) : ONG dédiée au soutien de l'intégration de la Roumanie dans l'Union européenne par le biais d'activités éducatives, culturelles et socio-économiques. Ses objectifs comprennent la promotion des valeurs démocratiques et la réalisation de recherches sur l'intégration européenne. Le GIE promeut également la coopération avec d'autres organisations et crée des contenus médiatiques pour diffuser les valeurs de l'UE et les droits de l'homme.
- Association APEDV REGARDDONS (France) : Organisation dédiée à la défense des droits et des intérêts des familles ayant des enfants handicapés. Ils apportent soutien, conseils et plaidoyer aux parents, assistent les enfants dans leur développement et leur éducation et favorisent leur intégration dans la société et sur le lieu de travail. L'organisation soutient également les jeunes adultes et œuvre pour leur inclusion sociale.
- Centre pour l'avancement de la recherche et du développement en technologie éducative CARDET (Chypre) : Une organisation axée sur la création d'un impact à long terme grâce à des actions ciblées dans l'éducation, l'apprentissage numérique et le développement des compétences. Ils autonomisent les individus et les communautés en s'associant à diverses parties prenantes telles que des organismes publics, des organisations de jeunesse et des entreprises privées, en mettant l'accent sur les droits et l'inclusion des jeunes. Il développe des initiatives dirigées par des jeunes, des programmes de développement des compétences et des campagnes de plaidoyer politique pour amplifier la voix des jeunes et promouvoir des sociétés inclusives où les jeunes peuvent s'épanouir.
- OBREAL (Espagne) : Réseau international axé sur l'amélioration de la coopération dans l'enseignement supérieur entre l'Amérique latine, l'Europe et les Caraïbes. Ils travaillent sur des projets qui favorisent les échanges universitaires, la collaboration en matière de recherche et l'élaboration de politiques éducatives. Il vise à renforcer les partenariats entre les universités et les institutions afin de relever les défis mondiaux et d'améliorer les résultats scolaires grâce à des partenariats stratégiques et à des initiatives de renforcement des capacités.
- Voix de jeunes réfugiés en Europe (France) : Il s'agit d'un réseau dirigé par des réfugiés créé par, avec et pour les réfugiés afin de renforcer les voix des réfugiés individuels et des organisations d'aide aux réfugiés en Europe. Par le biais de la formation et du plaidoyer, elle promeut les droits et la capacité d'action des jeunes réfugiés et les aide à développer leurs compétences afin d'accroître leur participation significative à la société.
- Organisation des clubs de jeunes de Chypre KOKEN (Chypre) : C'est la plus grande ONG de Chypre dédiée au développement et à la coordination des clubs de jeunes. Fondée en 2008, elle a pour mission de promouvoir le bénévolat, la participation, l'éducation et l'interaction sociale entre les jeunes. Il vise à autonomiser les jeunes par le biais de la citoyenneté active, de la sensibilisation sociale et environnementale et de la participation à des activités de groupe. Il travaille avec divers intervenants pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives qui soutiennent le développement des jeunes, guidés par les principes de démocratie, d'intégrité et de transparence.



Co-funded by
the European Union

OBREAL



- Jeunes Européens Fédéralistes JEF (Belgique) : ONG politique de jeunesse œuvrant pour une fédération européenne démocratique garantissant la paix, l'État de droit et les droits de l'homme. Fondée en 1972, elle compte plus de 10 000 membres dans 37 pays et promeut la citoyenneté européenne et la poursuite de l'intégration européenne. JEF Europe soutient un modèle fédéral basé sur la subsidiarité et rejette un super-État centralisé. Elle mène des activités de plaidoyer politique, des campagnes, des formations et des dialogues afin de sensibiliser le public aux questions européennes et d'encourager la participation des jeunes à la construction d'une Europe plus juste, plus durable et plus intégrée.

Contexte du problème

L'intégration des jeunes migrants (définis comme des jeunes issus de l'immigration) et des jeunes réfugiés (définis comme des jeunes fuyant un conflit armé ou des persécutions) dans les pays européens est un défi critique qui exige une attention urgente. Malgré les efforts déployés par les gouvernements nationaux et l'Union européenne pour promouvoir des politiques inclusives, d'importantes lacunes et des cas de discrimination persistent, ce qui entrave la pleine intégration des jeunes issus de l'immigration. Ces défis touchent des domaines cruciaux de la vie, notamment l'éducation, les soins de santé, l'accès au marché du travail et l'inclusion sociale.

Il est primordial de s'attaquer à ces problèmes pour plusieurs raisons :

- Cohésion sociale : L'intégration réussie des jeunes migrants et réfugiés est essentielle au maintien de l'harmonie sociale et à la promotion de sociétés diversifiées et inclusives.
- Potentiel économique : Donner aux jeunes migrants et réfugiés les moyens d'accéder à l'éducation et aux possibilités d'emploi leur permet de contribuer pleinement à la croissance économique de leur pays d'accueil.
- Droits de l'homme : Garantir l'égalité d'accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'emploi pour les jeunes migrants et réfugiés est une question de droits fondamentaux de l'homme et de justice sociale.
- Prospérité future : Alors que l'Europe est confrontée à des défis démographiques, l'intégration réussie des jeunes migrants et réfugiés est cruciale pour le bien-être social et économique à long terme du continent.
- Enrichissement culturel : Les jeunes migrants et réfugiés apportent des perspectives et des expériences diverses qui peuvent enrichir le tissu culturel de leurs sociétés d'accueil.

En s'attaquant aux lacunes politiques et à la discrimination auxquelles sont confrontés les jeunes migrants, les pays européens peuvent créer des environnements plus inclusifs qui non seulement profitent à ces jeunes, mais contribuent également à la force et à la résilience globales de leurs sociétés.



Co-funded by
the European Union

OBREAL



Accès à l'éducation

L'accès à une éducation de qualité est un droit fondamental et une voie cruciale pour l'intégration des jeunes migrants et réfugiés. Cependant, les résultats révèlent des lacunes persistantes dans les politiques dans ce domaine dans les pays examinés.

Dans plusieurs pays de l'UE, le système éducatif est confronté à des difficultés pour intégrer les étudiants migrants et réfugiés, en particulier ceux issus de pays tiers. Les obstacles comprennent les barrières linguistiques, l'absence de programmes de soutien ciblés et les difficultés à reconnaître les qualifications étrangères. Les partenaires de MyCOMM soulignent la nécessité d'une assistance linguistique plus complète, de programmes d'intégration sur mesure et de processus simplifiés de reconnaissance des diplômes.

Plus précisément, The Rural Hub souligne l'importance de politiques d'éducation inclusives qui tiennent compte des divers besoins des élèves migrants. Bien que l'Irlande ait fait des progrès dans ce domaine, il reste des défis à relever pour assurer une mise en œuvre cohérente dans toutes les écoles, fournir un soutien linguistique adéquat et lutter contre les cas d'intimidation et de discrimination subis par les jeunes migrants dans les milieux éducatifs.

Les réflexions du Groupe d'intégration européenne mettent en évidence les lacunes politiques en Roumanie, notant que bien que la loi sur l'éducation garantisse le droit à l'éducation pour tous les enfants, y compris les migrants et les réfugiés, des obstacles importants subsistent. Il s'agit notamment d'obstacles bureaucratiques à la reconnaissance des qualifications étrangères, de programmes de soutien linguistique insuffisants et d'un manque de formation des enseignants sur la diversité culturelle. Le document appelle à renforcer les mécanismes de reconnaissance des diplômes, à développer les initiatives d'apprentissage des langues et à améliorer la formation interculturelle des enseignants.

Les éclairages de l'Association Parents d'Enfants Déficiants Visuels APEDV offrent un aperçu complet des politiques éducatives du pays pour les jeunes migrants et réfugiés. Bien que la France dispose d'un cadre réglementaire solide, y compris le droit à l'éducation inclusive et des dispositions de soutien linguistique, la mise en œuvre de ces politiques est souvent insuffisante. Les jeunes migrants et réfugiés, en particulier ceux qui sont handicapés, continuent de rencontrer des difficultés pour accéder à l'éducation en raison du manque de ressources, de personnel spécialisé et d'une communication efficace entre les écoles et les familles immigrées.

Pour relever des défis tels que les barrières linguistiques, la formation des enseignants et la nécessité d'un soutien spécifique pour les élèves réfugiés, une stratégie de travail visant à améliorer l'accès à l'éducation pour les jeunes réfugiés et à améliorer la qualité de l'expérience éducative aux premiers stades de l'éducation peut aider à intégrer les enfants réfugiés dans le système éducatif. Le succès du projet européen « InScool¹ » sur les écoles inclusives dans plusieurs pays européens démontre l'importance de telles stratégies. En Allemagne, l'impact de l'initiative « SchlaU² » repose sur un mélange de formation pour les réfugiés, de soutien psychosocial, de certificats de scolarité et d'accompagnement dans la transition vers le marché du travail. Les

¹ Contexte éducatif inclusif <https://www.inclusiveschools2.net/>

² L'éducation sociale : de la littérature au monde du travail : <https://www.schlau-schule.de/>



Co-funded by
the European Union

OBREAL



deux initiatives démontrent que le succès ne vient pas d'actions isolées, mais d'une combinaison d'interventions holistiques axées sur les besoins des migrants et des réfugiés.

Accès aux soins de santé

Assurer un accès équitable aux services de santé est crucial pour le bien-être et l'intégration des jeunes migrants et réfugiés. Les résultats mettent en évidence à la fois des progrès et des défis persistants dans ce domaine.

En France, le cadre réglementaire garantit le droit à la santé pour tous, y compris les migrants en situation irrégulière, à travers des mécanismes tels que l'AME (Aide Médicale de l'État) et la CMU (Couverture Complémentaire Maladie Universelle). Cependant, la mise en œuvre de ces politiques est souvent compliquée, les familles migrantes, en particulier celles ayant des enfants handicapés, étant confrontées à des difficultés pour s'y retrouver dans les procédures administratives complexes et accéder à l'assistance à laquelle elles ont droit.

En Roumanie, des préoccupations similaires se font l'écho, notant que si le cadre juridique prévoit le droit aux soins de santé, les jeunes migrants, en particulier ceux handicapés, continuent de rencontrer des obstacles pour accéder aux services dont ils ont besoin. Des facteurs tels que le manque d'information, la complexité des processus administratifs et le soutien inadéquat aux familles contribuent à ces lacunes.

L'approche irlandaise en matière de soins de santé pour les jeunes migrants semble être plus globale, mettant en évidence les efforts du pays pour garantir l'accès aux soins primaires, aux services de santé mentale et au soutien spécialisé pour les groupes vulnérables, notamment les migrants et les réfugiés. Cependant, il reconnaît également la nécessité de continuer à s'améliorer dans des domaines tels que la formation aux compétences culturelles pour les prestataires de soins de santé et la sensibilisation des communautés de migrants et de réfugiés.

En Espagne, malgré l'adoption récente d'une loi sur la couverture sanitaire universelle³ qui inclut les migrants (y compris les migrants sans papiers), les inégalités sociales ont été identifiées comme un contributeur majeur aux inégalités de santé⁴. Il est donc nécessaire de s'attaquer non seulement aux inégalités en matière de santé, mais aussi aux déterminants sociaux tels que l'éducation, les conditions de vie et de travail, l'emploi et le revenu. Des difficultés ont également été identifiées dans l'accès aux soins de santé publics et dans la compréhension et l'utilisation du système de soins de santé. Cela nécessite l'élaboration de programmes d'intervention en matière de littératie en santé adaptés à la culture pour soutenir la planification stratégique de la santé.

³ <https://www.sanidad.gob.es/gabinete/notasPrensa.do?id=6421>

⁴ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/EB154/B154_21-sp.pdf



Co-funded by
the European Union

OBREAL



Accès au marché du travail

L'accès au marché du travail est une étape cruciale dans l'intégration des jeunes migrants. Les interventions font apparaître différents niveaux de progrès et des défis persistants dans ce domaine. Dans plusieurs pays de l'UE, les jeunes immigrants, en particulier ceux d'origine non européenne, rencontrent des difficultés pour accéder au marché du travail. Parmi les obstacles, citons la complexité des procédures administratives, les barrières linguistiques et, dans certains cas, la discrimination de la part des employeurs. L'expérience des organisations de jeunesse travaillant avec les migrants et les réfugiés appelle à rationaliser les procédures d'autorisation de travail, à proposer des programmes de formation professionnelle spécifiques et à lutter contre les pratiques de recrutement discriminatoires.

Le Rural Hub souligne l'importance de promouvoir l'entrepreneuriat et le travail indépendant parmi les migrants comme moyen de favoriser l'intégration sur le marché du travail. Il souligne également la nécessité de mettre en place des services ciblés de soutien à l'emploi, tels que des programmes de mentorat et des initiatives de placement, pour aider les jeunes migrants à surmonter les obstacles auxquels ils sont confrontés pour accéder au marché du travail.

Le Groupe Intégration européenne souligne la dichotomie entre le cadre juridique roumain, qui prévoit l'égalité de traitement des migrants de l'UE et des pays tiers sur le marché du travail, et les défis pratiques auxquels sont confrontés les jeunes migrants non européens. Il s'agit notamment des difficultés à obtenir des permis de travail, des barrières linguistiques et, dans certains cas, de la réticence des employeurs à embaucher des migrants en raison d'un manque de connaissance des procédures juridiques.

Les conclusions de l'Association Parents d'Enfants Déficiants Visuels A.P.E.D.V. abordent les défis liés à l'emploi auxquels sont confrontés les jeunes migrants, en particulier ceux d'ascendance africaine. Ces difficultés sont souvent dues à une combinaison de facteurs, tels que des milieux socio-économiques défavorisés, des parcours éducatifs plus difficiles et, dans certains cas, des discriminations à l'emploi. Le document souligne le rôle important des associations et des organisations communautaires dans le soutien à l'insertion professionnelle des jeunes migrants.

L'expérience en Espagne des programmes de placement avec des itinéraires intégrés individualisés a permis d'obtenir de⁵ bons taux d'employabilité en reliant les compétences et les connaissances des migrants et des réfugiés à la recherche d'un emploi avec le monde des affaires, qui a besoin de personnes ayant un profil professionnel pour répondre à ses besoins en main-d'œuvre. Ces initiatives sont complétées par des formations visant à adapter les compétences aux besoins du marché du travail et des⁶ initiatives spécifiques visant à promouvoir l'inclusion des migrants et des réfugiés handicapés sur le marché du travail⁷. Cependant, un défi majeur reste à relever pour sensibiliser le milieu des affaires et diffuser ces programmes auprès des parties intéressées.

⁵ <https://www.accem.es/programa-insercion-laboral-personas-inmigrantes-empleain/>

⁶ <https://www.cepaim.org/areas-actuacion/empleo-y-formacion/servicio-de-empleo-en-sistema-de-acogida-y-proteccion-internacional-2023/>

⁷ <https://www.accem.es/accem-fundacion-once-se-unen-fomentar-la-inclusion-laboral-las-personas-migrantes-refugiadas-discapacidad/>



Co-funded by
the European Union

OBREAL



Droits juridiques et obstacles sociaux

Les jeunes migrants et réfugiés sont également confrontés à des obstacles pour exercer leurs droits légaux et naviguer dans le paysage social de leurs pays d'accueil. Les organisations expérimentées qui se sont penchées sur cette question soulignent la nécessité de relever ces défis.

En Roumanie, bien que le pays ait fait des efforts pour aligner son cadre juridique sur les directives de l'UE sur les droits des migrants, des lacunes importantes subsistent dans la mise en œuvre de ces droits. Les jeunes migrants, en particulier ceux d'origine non européenne, rencontrent souvent des difficultés pour obtenir des permis de séjour, qui sont nécessaires pour accéder à l'éducation, au marché du travail et à d'autres services essentiels.

En France, l'inclusion sociale des jeunes migrants pose des défis plus larges, notamment la xénophobie, la discrimination et la perception des migrants comme un « enjeu politique » par les mouvements populistes. Il est important d'élaborer des stratégies de communication positives et créatives pour changer le récit et promouvoir une compréhension plus inclusive des communautés de migrants.

En Irlande, il est nécessaire de s'attaquer aux obstacles sociaux par le biais d'initiatives communautaires qui favorisent le dialogue interculturel et la participation active des jeunes migrants à la vie civique. Il est important de souligner le rôle des organisations de jeunesse et des groupes communautaires dans la création d'espaces d'échanges culturels et l'élimination des fractures sociales.

En Espagne, comme en France et dans d'autres pays européens, la montée de la xénophobie et de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle augmente les obstacles sociaux et juridiques auxquels sont confrontés les jeunes réfugiés et immigrants. Des campagnes ont été lancées pour faire tomber ces barrières, en soulignant l'importance des modèles pour les enfants et les jeunes et la nécessité pour la société espagnole d'embrasser sa diversité. À cette fin, il « renforce et donne de la visibilité » à des personnalités de la culture, du sport, de la science, de la technologie et d'autres domaines professionnels qui défendent et illustrent la « diversité intrinsèque » de la société et servent de modèles pour les jeunes.

Recommandations et cadre pratique pour sa mise en œuvre

Sur la base des idées contenues dans les points de vue et les expériences des organisations nationales impliquées dans l'élaboration du contenu de ce document, les recommandations suivantes sont proposées pour remédier aux lacunes politiques et à la discrimination auxquelles sont confrontés les jeunes migrants et réfugiés, avec des exemples d'activités visant à faciliter la mise en œuvre pratique des recommandations :

1. Renforcer l'inclusion et le soutien éducatifs	
RECOMMANDATION	ACTIONNABLE PAR
<ul style="list-style-type: none"> Améliorer les mécanismes de reconnaissance des qualifications et diplômes étrangers. 	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir des projets et des initiatives visant à reconnaître spécifiquement les



	qualifications des migrants et des réfugiés qui ne disposent pas de documents clés.
<ul style="list-style-type: none"> Élargir les programmes de soutien linguistique, y compris le maintien de la langue maternelle, pour faciliter l'accès à l'éducation et la réussite. 	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir les cours de langue intensifs existants ou les introduire pour les migrants et les réfugiés nouvellement arrivés.
<ul style="list-style-type: none"> Fournir une formation et un développement professionnel ciblés aux enseignants sur la diversité culturelle et les besoins spécifiques des élèves migrants. 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser/reproduire des ateliers de compétences culturelles pour les enseignants et le personnel scolaire.
<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la collaboration entre les écoles, les familles et les organismes communautaires pour soutenir l'intégration des jeunes migrants. 	<ul style="list-style-type: none"> Créer des programmes de mentorat en jumelant des étudiants migrants et réfugiés avec des pairs locaux

2. Assurer un accès équitable aux soins de santé :

RECOMMANDATION	ACTIONNABLE PAR
<ul style="list-style-type: none"> Simplifier les processus administratifs et améliorer la communication afin de rendre les services de santé plus accessibles aux jeunes migrants et à leurs familles. 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des documents d'information multilingues sur les services de santé. Mettre en place des dispensaires mobiles dans les zones à forte population de migrants et de réfugiés
<ul style="list-style-type: none"> Fournir une formation sur les compétences culturelles aux professionnels de la santé afin de mieux servir les diverses communautés migrantes. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir régulièrement une formation de sensibilisation culturelle aux fournisseurs de soins de santé.
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la présence et le soutien des organismes communautaires qui aident les familles migrantes à naviguer dans le système de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> Développer un réseau d'agents de santé communautaires migrants.

3. Promouvoir l'intégration du marché du travail :

RECOMMANDATION	ACTIONNABLE PAR
<ul style="list-style-type: none"> Simplifier les procédures de permis de travail et offrir des programmes de formation professionnelle ciblés aux jeunes migrants. 	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir la création de guichets uniques pour les demandes de permis de travail et l'aide à la recherche d'emploi.
<ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec les employeurs pour lutter contre la discrimination et sensibiliser les gens aux avantages d'une main-d'œuvre diversifiée. 	<ul style="list-style-type: none"> Encourager l'organisation de salons de l'emploi spécifiquement destinés aux jeunes migrants et réfugiés. Développer des programmes de stages dans des entreprises locales pour les jeunes migrants et réfugiés.
<ul style="list-style-type: none"> Encourager et soutenir l'entrepreneuriat migrant et les initiatives d'auto-emploi. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une formation à l'entrepreneuriat et un soutien au démarrage d'entreprises dirigées par des migrants et des réfugiés.

4. Protéger les droits légaux et éliminer les obstacles sociaux :

RECOMMANDATION	ACTIONNABLE PAR
----------------	-----------------



<ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'application des lois anti-discrimination et renforcer les protections juridiques pour les jeunes migrants, en particulier dans les zones rurales. 	<ul style="list-style-type: none"> Lancer des campagnes de sensibilisation du public mettant en évidence la contribution des migrants et des réfugiés à la société.
<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des stratégies de communication complètes pour lutter contre les perceptions négatives et promouvoir un discours plus inclusif autour des communautés migrantes. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des forums locaux pour le dialogue interculturel. Mise en place d'une ligne d'assistance téléphonique pour signaler les cas de discrimination.
<ul style="list-style-type: none"> Augmenter le financement et le soutien aux organisations communautaires qui facilitent le dialogue interculturel et favorisent la participation active des jeunes migrants à la vie civique. 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des événements d'échanges culturels dans les écoles et les centres communautaires.

5. Renforcer la coordination et la collaboration :

RECOMMANDATION	ACTIONNABLE PAR
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la coopération entre les autorités nationales, régionales et locales afin d'assurer une mise en œuvre cohérente des politiques d'intégration des migrants. 	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir la création (ou le renforcement de groupes de travail interministériels sur l'intégration des jeunes migrants et réfugiés). Encourager la mise en place de réunions régulières entre les autorités nationales et locales sur les politiques d'intégration.
<ul style="list-style-type: none"> Faciliter le partage des meilleures pratiques et la coordination des efforts entre les États membres de l'UE pour relever les défis communs auxquels sont confrontés les jeunes migrants. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place et promouvoir l'utilisation d'une plateforme en ligne pour l'échange de bonnes pratiques entre les États membres de l'UE.
<ul style="list-style-type: none"> Accroître l'implication des jeunes migrants et de leurs organisations représentatives dans la conception et la mise en œuvre des politiques et des programmes d'intégration. 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des conférences annuelles réunissant des décideurs politiques, des ONG et des représentants des jeunes migrants et réfugiés.

Ce cadre pratique pour la mise en œuvre des recommandations énoncées dans la note d'orientation fournit également les orientations de mise en œuvre suivantes :

1. Effectuer une évaluation des besoins dans chaque région afin de cerner les défis locaux spécifiques
2. Fixez des objectifs et des échéanciers clairs et mesurables pour chaque initiative
3. Allouer des fonds et des ressources adéquats pour la mise en œuvre du programme.
4. Impliquer les jeunes migrants dans la planification et l'exécution des activités
5. Surveiller et évaluer régulièrement l'efficacité des programmes mis en œuvre
6. Ajustez les stratégies en fonction des commentaires et des résultats mesurés
7. Assurer une communication et une coordination continues entre toutes les parties prenantes



Co-funded by
the European Union

OBREAL



Conclusion

L'intégration des jeunes migrants et réfugiés reste un défi pressant pour de nombreux pays européens. En s'attaquant aux lacunes politiques et aux pratiques discriminatoires mises en évidence dans cette note d'information, les décideurs politiques peuvent créer des environnements plus inclusifs et favorables qui permettent aux jeunes migrants et réfugiés de s'épanouir et de contribuer au tissu social, économique et culturel de leurs sociétés d'accueil. Des efforts soutenus dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'accès au marché du travail, des droits juridiques et de l'inclusion sociale, étayés par un engagement en faveur des valeurs et des principes européens de citoyenneté, sont essentiels pour favoriser une intégration réussie des jeunes migrants.

Les organisations de jeunesse jouent un rôle crucial dans le plaidoyer et le soutien à l'intégration des jeunes migrants et réfugiés dans les quatre domaines politiques clés abordés dans cette note. Ces organisations servent de ponts importants entre les communautés de migrants et les décideurs politiques, en fournissant des informations sur le terrain et en facilitant l'engagement direct avec les jeunes concernés. Dans le domaine de l'éducation, les organisations de jeunesse proposent souvent des cours de langue supplémentaires et des programmes d'orientation culturelle. Dans le secteur de la santé, ils mènent des initiatives de sensibilisation pour informer les jeunes migrants sur les services disponibles et leurs droits. En ce qui concerne l'accès au marché du travail, de nombreuses organisations de jeunesse mettent en place des programmes de mentorat et proposent des formations professionnelles adaptées aux besoins des migrants. Dans le domaine des droits juridiques et de l'inclusion sociale, ces organisations sont à l'avant-garde de la lutte contre la discrimination, de l'organisation d'événements interculturels et de l'autonomisation des jeunes migrants pour qu'ils participent à la vie civique. En amplifiant la voix des jeunes migrants et en utilisant leurs expériences sur le terrain, les organisations de jeunesse contribuent de manière significative à l'élaboration de politiques d'intégration plus inclusives et plus efficaces.

Annexes : Politiques existantes en matière de migration



United Nations
Network on Migration
Working Better Together

<https://migrationnetwork.un.org/policy-documents>



<https://www.oecd.org/en/topics/policy-issues/migration.html>



https://www.ifrc.org/sites/default/files/Migration-Policy_EN.pdf



<https://www.migrationpolicy.org/research/policy-briefs>



<https://www.enar-eu.org/>

Document d'orientation générale n° 6 : Migration et diversité : une approche de la migration fondée sur les droits



<https://eurydice.eacea.ec.europa.eu/>

rapports d'Eurydice

Intégration des élèves issus de l'immigration dans les écoles en Europe : politiques et mesures nationales :

<https://eurydice.eacea.ec.europa.eu/publications/integrating-students-migrant-backgrounds-schools-europe-national-policies-and-measures>



<https://school-education.ec.europa.eu/en/discover/resources/etuce-report-integration-migrants-and-refugees?prefLang=es>

Rapport : Promouvoir l'intégration effective des migrants et des réfugiés dans l'éducation

Migrant and Refugee
Youth Communication
and advocacy for equity
and inclusion



Avertissement : « Financé par l'Union européenne. Les points de vue et opinions exprimés n'engagent toutefois que ceux de l'auteur ou des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne (UE) ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne, ni l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA) ne peuvent en être tenues responsables.